

Thème 7. Accès à une alimentation de qualité et justice alimentaire

Note méthodologique

Les résultats présentés dans cette note ont été obtenus à partir des énoncés produits par les groupes de travail lors des réunions R1, les collèges le 13 février et les panels le 14 février, à Montpellier et à Toulouse.

La retranscription des fiches anonymisées a été faite manuellement. Les énoncés ont ensuite été traités avec le modèle d'intelligence Mistral 3B 2512 en utilisant trois requêtes :

- . Fais-moi un résumé en 1500 caractères du texte suivant
- . Regrouper les assertions suivantes en 5 à 10 classes et donner des noms à ces classes. Indiquer par un indicateur de 1 à 3 la fréquence d'occurrence des idées
- . En utilisant les classes obtenues, reprendre toutes les assertions et les regrouper dans ces classes

Les résultats présentés dans cette note sont provisoires. Ils seront complétés par les énoncés rassemblés lors des réunions de travail R1' (journées spécifiques dédiée aux participants aux panels ou collèges qui n'étaient pas à R1) et par les consultations en ligne.



Répartition des fiches remplies par les groupes de R1

	Toulouse	Montpellier	Total
Collèges	3	1	4
Panels	5	3	8
Total	8	4	12

Fiche fournie aux participants



7. Accès à une alimentation de qualité et justice alimentaire

1. Disponibilité régionale de produits agricoles et d'une alimentation de grande qualité – Patrimoine gastronomique important
2. Accessibilité inégale en produits sains et durables dans les territoires (facteurs économiques, sociaux, géographiques)
3. Croissance de la précarité alimentaire - nouveaux profils touchés : étudiants, retraités - Disparités territoriales fortes, l'arrière-pays méditerranéen plus touché avec des taux de pauvreté élevés
4. Demande croissante des aides alimentaires avec une inégalité d'accès (zones rurales sous-dotées, secteurs défavorisés avec peu de commerces bio ou de proximité)
5. Hausse des maladies liées à l'alimentation (diabète, obésité, cancers, etc.), en raison de l'augmentation des produits transformés, des résidus toxiques, des déséquilibres alimentaires...
6. Sensibilisation des consommateurs insuffisante pour contribuer à faire évoluer le système agroalimentaire
7. Foisonnement des labels / marques et confusion des consommateurs
8. Défiance d'information des consommateurs vis-à-vis de certains produits issus de l'industrie
9. Recommandations nutritionnelles et discours normatifs pouvant instaurer des rapports anxiogènes des mangeurs à leur alimentation
10. Non respect des engagements d'Egalim pour certaines cantines scolaires
11. Impacts néfastes de la production des aliments, leur transformation, transport et stockage sur la qualité de l'air, du sol, de l'eau, la biodiversité et le climat
12. Déconnexion entre l'offre (production agricole et transformation agroalimentaire) et la demande locale, notamment dû à l'éloignement entre les bassins d'approvisionnement et les bassins de consommation
13. Gaspillage alimentaire persistant : pertes importantes tout au long de la chaîne (production-distribution-consommation)
14. Ambitions et participation limitées de certains PAT

Source : CORAE-Occitanie

Résumé 1500 caractères

(Requête : fais-moi un résumé en 1500 caractères du texte suivant)

Le texte souligne la nécessité d'un espace démocratique regroupant une diversité de citoyens pour débattre, se former et définir collectivement des critères de production, transformation et distribution alimentaire allant au-delà des intérêts individuels. Il met en avant la création d'un budget alimentaire démocratique, ainsi que le développement de points de distribution adaptés sur tous les territoires pour garantir un accès géographique large à des aliments de qualité. La fiscalité et les incitations publiques doivent mieux soutenir cette alimentation, en tenant compte des coûts cachés pour la santé et l'environnement, à travers par exemple une sécurité sociale alimentaire mutualisant les ressources.

L'accent est mis sur la lutte contre la publicité pour les produits nocifs, la promotion d'espaces de formation pour mieux informer les consommateurs, et la valorisation des Plans Alimentaires Territoriaux (PAT) qui doivent réduire les inégalités territoriales notamment par la protection et l'optimisation du foncier agricole durable. L'accès direct entre producteurs et consommateurs reste faible, malgré l'importance des circuits courts et des filières de récupération.

Le texte aborde également les enjeux sanitaires liés à l'alimentation, la précarité alimentaire croissante, le gaspillage alimentaire persistant et la confusion autour des labels nutritionnels et bio. Il insiste enfin sur l'importance d'une éducation alimentaire complète et continue, la nécessité de repenser la production locale dans sa diversité et son accessibilité sociale et géographique, ainsi que sur le soutien aux réseaux de redistribution des surplus alimentaires vers les populations vulnérables, favorisant ainsi une alimentation durable et équitable pour tous.

Synthèse et regroupement des verbatims :

(Requête : Regroupe les assertions suivantes en 5 à 10 classes et donne des noms à ces classes. Indiquer par un indicateur de 1 à 3 la fréquence d'occurrence des idées)

1. Gouvernance démocratique et politique alimentaire (fréquence 3)

- Espace démocratique diversifié pour débattre/former citoyens sur enjeux alimentation et définir critères collectifs
- Budget dédié à alimentation répondant aux critères démocratisés
- Sécurité sociale alimentaire (mutualisation ressources), modalités et échelons à définir
- Rendre acceptable nouvelle fiscalité/cotisations sociales pour financer systèmes alimentaires en intégrant coûts santé/environnement
- Donner moyens financiers aux PAT pour coopérations territoriales impactantes, réduction inégalités
- Loi et réglementation à faire évoluer et respecter dans intérêt collectif (pas lobbys)
- Mieux financer alimentation de qualité par incitations publiques (TVA, Egalim)
- Travailler sur modes gouvernance coopératives, renforcer coopération, vision stratégique des filières
- Définir rôle politique à différentes échelles
- Favoriser capacités collectivités à promouvoir, commander, contrôler (financements alimentaires)
- Répression publicité produits nocifs santé/environnement
- Repenser politiques accès foncier agricole par collectivités (zones protégées, critères durabilité)

2. Accessibilité géographique et économique à une alimentation saine et de qualité (fréquence 3)

- Créer points distribution alimentation démocratiquement choisie, résorber déserts alimentaires
- Formats et lieux adaptés variés selon typologie territoire (urbain, péri-urbain, rural)
- Favoriser circuits courts et récupération produits invendus ou à forme non standard
- Peu de relation directe producteur-consommateur ; encourager circuits courts, filières locales
- Inégalités territoriales et sociales (rurales, urbaines) dans accès alimentation saine et durable
- Précarité alimentaire en hausse (anciens, étudiants, paysans)
- Prix grand écart ; quel partage coût alimentation saine entre collectif et individu ?
- Initiatives pour rendre produits locaux accessibles : TVA différenciée, défiscalisation tickets resto dans locaux labellisés

- Accès aux produits locaux dans cantines, restauration collective souvent insuffisant
- Importance politiques achat public, sensibilisation consommateurs, éducation alimentaire enfants et familles
- Faciliter mise en relation offre/demande locale, pérenniser partenariats
- Valorisation alimentation végétarienne / régimes moins chers que carnés

3. Formation, éducation et information des citoyens-consommateurs (fréquence 3)

- Espaces gratuits de formation aux enjeux alimentaires, rencontres producteurs-consommateurs
- Education nutritionnelle claire, non culpabilisante ; améliorer recommandations santé-environnement
- Enseignement sur alimentation saine à tous âges (écoles, réseaux sociaux, santé)
- Sensibilisation “consomm’acteurs”, outils lisibles pour choix alimentaires éclairés
- Vulgarisation labels (AB, nutriscore, écologique) et production locale, déconstruction idées reçues
- Connaître origine, pratiques productrices : créer lien confiance entre maraîchers et consommateurs
- Développer pédagogie santé-alimentation, liens avec maladies liées à alimentation et environnement
- Importance cuisine, valoriser pratique culinaire, limiter gaspillage à la consommation

4. Production, transformations et circuit alimentaire local et durable (fréquence 3)

- Investir dans outils production/transformation pour pratiques durables adaptées aux besoins définis collectivement
- Revaloriser filières locales, circuits courts, modes de production non toxiques, ressources agricoles durables
- Soutenir relocalisation et diversification production à proximité des consommateurs
- Repenser filières pour limiter gaspillage, organiser valorisations déchets et coproduits (ex fruits légumes)
- Précarité chez agriculteurs ; prioriser installation paysans avec pratiques durables, accès foncier protégé
- Travail sur distorsions entre moyens de production interdits localement mais autorisés en exportations
- Difficultés à concilier productions bio, locales et marques : trop de labels, confusion; simplification nécessaire

5. Santé publique, impacts environnementaux et justice alimentaire (fréquence 3)

- Alimentation impacte directement santé (maladies, diabète, cancers), air, sol, biodiversité, climat
- Supprimer publicité alimentaire nuisible
- Recherche nécessaire sur effets cocktails pesticides, toxicologie alimentaire, budget à renforcer
- Précarité alimentaire croissante, inégalités aggravées, besoin politique accessible à tous
- Non-respect loi Egalim, contrôles insuffisants dans restauration collective
- Justice alimentaire : droit à une alimentation de qualité accessible pour tous
- Hausse produits transformés toxiques, résidus additifs sucrés/conservateurs
- Développer réseaux redistribution surplus alimentaires pour publics vulnérables
- Besoin d'investir dans sécurité alimentaire (ex ordonnances vertes Alsace)

6. Économie alimentaire, coûts, financement et fiscalité (fréquence 2)

- Coût et amortissement investissements production, collecte, transformation importante
- Nécessité financer alimentation qualité, mécanismes mutualisés et novateurs
- Qui prend en charge surcoûts alimentation saine ? Individu ou collectif ?
- Mise en place sécurité sociale alimentaire avec mutualisation des ressources
- Différencier TVA selon impact santé et environnement
- Défisiscalisation tickets resto pour produits locaux labellisés
- Budget alimentation collective insuffisant
- Gaspillage au sein des filières, réglementations calibrage normatif à revoir pour valoriser
- Logique économique alimentaire soumise à fortes inégalités de pouvoir sur marchés et distribution

7. Inégalités sociales, précarité alimentaire et réponses territoriales (fréquence 2)

- Précarité alimentaire et sociale, notamment dans zones rurales et populations vulnérables
- Jardins partagés, troc comme solutions locales

- Difficulté à concilier coût alimentation saine et habitudes culturelles
- Accès inégal aux produits bio et locaux, disparités géographiques et économiques
- Importance commande publique territoriale (PAT) pour réduire inégalités alimentaires
- Déséquilibre accès aliments dans aides sociales, conserves peu présentes
- Sensibiliser plus largement populations défavorisées, structurer programmes alimentation dans éducation et santé

8. Coordination territoriale, foncier et politiques locales (fréquence 1)

- Accès au foncier agricole réglementé/protégé par collectivités, zones dédiées, priorité installation paysans en qualité
- Obligation échelle territoriale sur usage foncier agricole durable (ex 10% bio ou 30% agricole durable par territoire)
- Rationaliser localisation sites production et transformation pour rapprocher filières
- Favoriser capacités collectivités à fédérer, commander, surveiller systèmes alimentaires territoriaux
- Expériences innovantes (ex ordonnances vertes, sécurité sociale alimentation) à étendre territorialement
- Produire localement en lien avec politique foncière et coordination multi-acteurs territoriaux

Verbatim dans les classes

(Requête : En utilisant les classes obtenues, reprends toutes les assertions et regroupe les dans ces classes)

1. Gouvernance démocratique et politique alimentaire

- Espace démocratique regroupant diversité socioéconomique et culturelle pour débats, formation, définition critères alimentation collectifs
- Assurer budget dédié à l'alimentation répondant aux critères définis démocratiquement à toute la population
- Mise en place sécurité sociale alimentaire (mutualisation ressources), modalités territoriales ou nationales à définir
- Rendre acceptable nouvelle fiscalité, cotisation sociale pour financer dispositif, soulignant coûts cachés santé, environnement, climat
- Donner moyens financiers/economiques au PAT pour organisation territoriale impactante et réduction inégalités

- Faire évoluer et respecter loi et réglementation alimentation dans intérêt collectif (différent des lobbys)
- Soutenir alimentation de qualité via incitations publiques (TVA, Egalim)
- Renforcer rôle gouvernance coopérative, projet PAT multidimensionnel, définition d'une vision stratégique filières
- Expliciter choix politiques à différentes échelles
- Favoriser capacité collectivités à fédérer, commander, contrôler système alimentaire
- Supprimer publicité produits nocifs pour santé et environnement
- Repenser politiques accès foncier agricole via zones protégées et critères durabilité

2. Accessibilité géographique et économique à une alimentation saine et de qualité

- Recréer points de distribution alimentaire démocratiquement choisis, résorber déserts alimentaires
- Avoir lieux et formats diffusion adaptés selon typologie territoire (urbain, péri-urbaine, rural)
- Peu de mise en relation directe producteur-consommateur ; favoriser circuits courts, récupération produits invendus/invendables
- Accessibilité inégale à alimentation saine liée à facteurs sociaux, géographiques, économiques, zones rurales moins fournies
- Précarité alimentaire en hausse, y compris chez agriculteurs, retraités, étudiants
- Question répartition coûts alimentation durable : quel charge entre collectif et individu ?
- Propositions politique fiscale (TVA différenciée, défiscalisation tickets resto produits locaux)
- Accès limité produits locaux dans cantines, restauration collective
- Faciliter mise en relation offre et demande locale, soutenir partenariats durables
- Valoriser alimentation végétarienne moins onéreuse
- Importance éducation consommateurs, cantines, restauration collective, sensibilisation parents

3. Formation, éducation et information des citoyens-consommateurs

- Offrir espaces formation gratuits pour meilleure information sur alimentation, échanges pros-mangeurs
- Eduquer populations sur alimentation saine à tous âges (écoles, réseau social, santé)
- Communiquer sur labels, qualités nutritionnelles, simplifier messages, combattre idées reçues sur bio et local
- Favoriser lien confiance entre producteurs et consommateurs, informer sur origines et pratiques agricoles

- Développer pédagogie alimentation-santé, prévenir maladies liées alimentation
- Valoriser cuisine et limiter gaspillage alimentaire domestique
- Sensibiliser consommateurs-acteurs avec outils de choix éclairés

4. Production, transformation et circuits alimentaires locaux durables

- Investir dans outils production et transformation pour pratiques durables répondant à demande alimentaire définie collectivement
- Relocaliser et diversifier productions proches consommateurs, limiter toxiques
- Revaloriser filières locales, circuits courts, organiser valorisation déchets, co-produits
- Prioriser installations paysans avec pratiques durables, accès réglementé et protégé au foncier agricole
- Travailler sur distorsions moyens de production autorisés localement vs exportateurs
- Clarifier labels bio/local et réduire leur prolifération pour faciliter compréhension et confiance consommateurs

5. Santé publique, impacts environnementaux et justice alimentaire

- Lien direct alimentation et santé (maladies, diabète, cancers), impact air, sol, biodiversité, climat
- Supprimer pub produits alimentaires nuisibles
- Renforcer recherche sur toxicologie alimentaire, effets cocktails pesticides, budgets conséquents à prévoir
- Augmentation précarité alimentaire, demande urgence politique efficace et équitable
- Non respect loi Egalim cantines scolaires, manque contrôles et sanctions
- Assurer justice alimentaire : droit accès alimentation saine et de qualité pour tous
- Réseaux redistribution surplus alimentation aux plus démunis
- Solutions innovantes sécurités alimentaires (ex ordonnances vertes Alsace)

6. Économie alimentaire, coûts, financement et fiscalité

- Coût et amortissement investissements (production, collecte, transformation) à considérer
- Demande financement équitable alimentation de qualité, dispositifs mutualisés et innovants

- Question charge surcoûts alimentation saine : répartition entre individuel et collectif
- Implémenter sécurité sociale alimentaire avec mutualisation ressources
- Fiscalité différenciée selon impact santé/environnement à privilégier
- Mesures fiscales pour encourager consommation locale (tickets resto)
- Gaspillage alimentaire dans filières à réduire, normes calibrage non adaptées
- Inégalités de pouvoir sur marchés et distribution impactent économie alimentation

7. Inégalités sociales et précarité alimentaire

- Précarité alimentaire financière et géographique, notamment en milieu rural et zones pauvres
- Jardins partagés, systèmes d'échange (troc) comme solutions sociocommunautaires
- Inégalités d'accès produits bio/local, disparités socioéconomiques et territoriales
- Engagement politique via PAT pour réduire inégalités alimentaires territoriales
- Déséquilibre dans offre alimentaire au sein des aides sociales (conserves, produits locaux)
- Sensibilisation large à faire auprès populations vulnérables pour alimentation saine accessible

8. Coordination territoriale, accès au foncier et politiques locales

- Accès au foncier agricole via zones protégées par collectivités, critères durabilité, priorisation installations qualitatives
- Mise en place d'obligations territoriales pour usage foncier durable (ex : 10% bio ou 30% agricole durable)
- Rationalisation localisation sites production et transformation pour fonctionnement plus durable des filières
- Encourager capacités territoriales à fédérer, commander et contrôler systèmes alimentaires
- Étendre expériences innovantes territoriales (ex ordonnances vertes)
- Lien fort entre politiques foncières et stratégie filières alimentaires territoriales